

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 7 de l'arrêté royal du 18 mai 1989 portant fixation du cadre organique du Fonds des maladies professionnelles, modifié par les arrêtés royaux des 24 janvier et 17 juillet 1992, les mots « quatre ans » sont remplacés par les mots « cinq ans ».

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 1993.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 octobre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
B. ANSELME

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 7 van het koninklijk besluit van 18 mei 1989 houdende vaststelling van de personeelsformatie van het Fonds voor de beroepsziekten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 januari en 17 juli 1992, worden de woorden « vier jaar » vervangen door de woorden « vijf jaar ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 1993.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 oktober 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
B. ANSELME

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 93 — 2714

10 NOVEMBRE 1993. — Arrêté royal déterminant les réglementations de base au sens de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du cadre actif de la gendarmerie et relatif à une disposition commune à la négociation et à la concertation

[C — 684]

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du cadre actif de la gendarmerie, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif au comité de négociation du personnel de la gendarmerie, notamment l'article 19;

Vu le protocole n° 1 du 22 juin 1993 du comité de négociation du personnel de la gendarmerie;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie sur les articles 8 à 10;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Su- la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Disposition générale

Article 1^{er}. Dans le présent arrêté :

1^o Les mots « la loi » désignent la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel du cadre actif de la gendarmerie;

2^o les mots « membre du personnel » désignent le membre du personnel du cadre actif de la gendarmerie;

3^o les mots « réglementations de base » désignent les réglementations de base au sens de l'article 2, § 1^{er}, premier alinéa, 1^o, de la loi.

CHAPITRE II. — Réglementations de base

Art. 2. Sont considérées comme réglementations de base ayant trait au statut administratif, les règles fixant :

1^o les conditions auxquelles il doit être satisfait pour être recruté comme membre du personnel, pour être admis à un cycle de formation et pour être nommé, y compris les conditions de participation aux éventuels concours, examens ou épreuves préalables et les règles selon lesquelles ceux-ci sont organisés et les programmes sont fixés;

2^o les différentes formations qui conduisent à la nomination à un grade, les branches à enseigner, les examens ou épreuves et les règles suivant lesquelles les examens sont organisés et les programmes d'examens établis, la commission à un grade et la perte de celui-ci pendant la formation;

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN AMBTENARENZAKEN**

N. 93 — 2714

[C — 684]

10 NOVEMBER 1993. — Koninklijk besluit betreffende de aanwijzing van de grondregelingen in de zin van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het actief kader en betreffende een bepaling gemeen aan onderhandeling en overleg

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het actief kader, inzonderheid op het artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op het protocol nr. 1 van 22 juni 1993 van het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht over de artikelen 8 tot 10;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling

Artikel 1. In dit besluit :

1^o duiden de woorden « de wet » op de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het rijkswachtpersoneel van het actief kader;

2^o duidt het woord « personeelslid » op het lid van het personeel van het actief kader van de rijkswacht;

3^o duidt het woord « grondregelingen » op de grondregelingen in de zin van artikel 2, § 1, eerste lid, 1^o, van de wet.

HOOFDSTUK II. — Grondregelingen

Art. 2. Als grondregelingen in verband met het administratief statuut worden beschouwd, de regels tot vaststelling van :

1^o de voorwaarden waaraan men moet voldoen om als personeelslid te worden aangeworven, tot een opleidingscyclus toegelezen of benoemd, met inbegrip van de deelnemingsvooraarden voor de eventueel eraan voorafgaande vergelijkende examens, examens of proeven en de regels volgens welke die worden georganiseerd en de programma's worden vastgesteld;

2^o de verschillende vormingen die leiden tot de benoeming in een graad, de te onderwijzen vakken, de examens of proeven en de regels volgens welke de examens worden georganiseerd en de examenprogramma's worden vastgesteld, de aanstelling in de graad en het verlies ervan tijdens de vorming;

3^e la détermination des membres du personnel qui ont la qualité d'officier ou d'agent de police administrative et de police judiciaire, ou l'une d'entre elles;

4^e la nature et la durée du lien de service des membres du personnel, ainsi que le régime suivant lequel il peut être mis fin au lien de service des membres du personnel ou suivant lequel ce lien peut être interrompu;

5^e les droits et les devoirs des membres du personnel, les incompatibilités et interdictions ainsi que le régime des cumuls avec d'autres professions, emplois, affectations ou occupations;

6^e les conditions d'exercice du droit aux soins médicaux;

7^e les conditions d'octroi d'exemptions et d'absences pour motifs de santé;

8^e le régime disciplinaire;

9^e les mesures d'ordre visées à l'article 24/13, § 3, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiée par la loi du 24 juillet 1992;

10^e la responsabilité pécuniaire des membres du personnel;

11^e le régime de signalement, d'appréciation ou tout autre rapport équivalent;

12^e la détermination, la répartition, le classement et l'équivalence des grades;

13^e le régime de transfert, de mobilité ou de toute autre forme de réaffectation ou de mise en service des membres du personnel dans d'autres services publics que ceux auxquels ils appartiennent, ou dans un autre corps que le corps opérationnel de la gendarmerie;

14^e les régimes d'ancienneté;

15^e le régime de promotion, de retrait, d'avancement de grade ou de rétrogradation, de promotion par accession au niveau supérieur et tout autre régime de progression de carrière, ainsi que l'exercice d'un emploi d'un grade supérieur;

16^e les positions administratives, les circonstances qui les déterminent et leurs conséquences sur la situation des membres du personnel, en ce compris le régime des congés;

17^e la description des tenues réglementaires, en ce compris les insignes et l'équipement.

Art. 3. Sont considérées comme réglementations de base ayant trait au statut pécuniaire :

1^e concernant les traitements, les suppléments et majorations de traitement des membres du personnel, les règles fixant :

a) le droit au traitement, aux suppléments et majorations de traitement;

b) le traitement, les suppléments et majorations de traitement, y compris la fixation des échelles de traitement et le calcul de leur montant, y compris les périodes qui entrent en considération pour leur fixation;

c) l'octroi du traitement, des suppléments et majorations de traitement garanties;

d) la protection du traitement, des suppléments et majorations de traitement ainsi que la périodicité du paiement;

e) les modalités de la liaison du traitement et des suppléments et majorations de traitement à l'indice des prix à la consommation ou à tout autre étalon;

2^e concernant les indemnités, allocations, primes et autres rétributions complémentaires de toute nature et avantages en nature accordés aux membres du personnel, les règles fixant :

a) les bénéficiaires;

b) les conditions de leur octroi;

c) leur montant;

d) leur protection;

e) les modalités de la liaison à l'indice des prix à la consommation ou à tout autre étalon;

f) les modalités de paiement.

Art. 4. Sont considérées comme réglementations de base ayant trait au régime de pensions de retraite, de survie, d'invalidité et de réparation, les règles fixant :

1^e le champ d'application;

2^e les catégories d'ayants droit;

3^e l'âge de la retraite;

4^e les conditions d'ouverture du droit à la pension;

5^e le calcul du montant de la pension, y compris le revenu à prendre en considération, les tantièmes et les périodes à prendre en considération;

3^e de la détermination des personnes qui ont la qualité d'officier ou d'agent de police administrative et de police judiciaire, ou l'une d'entre elles;

4^e de la nature et la durée du lien de service des personnes, ainsi que le régime suivant lequel il peut être mis fin au lien de service des personnes ou suivant lequel ce lien peut être interrompu;

5^e de droits et de devoirs des personnes, les incompatibilités et interdictions ainsi que le régime des cumuls avec d'autres professions, emplois, affectations ou occupations;

6^e les conditions d'exercice du droit aux soins médicaux;

7^e les conditions d'octroi d'exemptions et d'absences pour motifs de santé;

8^e le régime disciplinaire;

9^e les mesures d'ordre visées à l'article 24/13, § 3, de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du cadre actif du corps opérationnel de la gendarmerie, modifiée par la loi du 24 juillet 1992;

10^e de la responsabilité pécuniaire des personnes;

11^e le régime de signalement, d'appréciation ou tout autre rapport équivalent;

12^e la détermination, la répartition, le classement et l'équivalence des grades;

13^e le régime de transfert, de mobilité ou de toute autre forme de réaffectation ou de mise en service des personnes dans d'autres services publics que ceux auxquels ils appartiennent, ou dans un autre corps que le corps opérationnel de la gendarmerie;

14^e les régimes d'ancienneté;

15^e le régime de promotion, de retrait, d'avancement de grade ou de rétrogradation, de promotion par accession au niveau supérieur et tout autre régime de progression de carrière, ainsi que l'exercice d'un emploi d'un grade supérieur;

16^e les positions administratives, les circonstances qui les déterminent et leurs conséquences sur la situation des personnes du personnel, en ce compris le régime des congés;

17^e la description des tenues réglementaires, en ce compris les insignes et l'équipement.

Art. 3. Als grondregelingen in verband met de bezoldigingsregeling worden beschouwd :

1^e betreffende de wedden, weddebijslagen en weddeverhogingen van de personeelsleden, de regels tot vaststelling van :

a) het recht op wedde, weddebijslagen en weddeverhogingen;

b) de wedde, weddebijslagen en weddeverhogingen met inbegrip van de vaststelling van de weddeschalen en de berekening van het bedrag ervan, met inbegrip van de voor hun vaststelling in aanmerking komende periodes;

c) de toekenning van een gewaarborgde wedde, weddebijslag en weddeverhoging;

d) de bescherming van de wedde, weddebijslag en weddeverhoging alsook de periodiciteit van de uitbetaling;

e) de nadere regels omrent de koppeling van de wedde, weddebijslagen en weddeverhogingen aan het indexcijfer van de consumptieprijsen of aan enige andere standaard;

2^e betreffende de aan de personeelsleden toegekende toelagen, vergoedingen, premies en andere aanvullende retributies van alle aard en voordeelen in natura, de regels tot vaststelling van :

a) de begunstigden;

b) hun toekenningsvoorwaarden;

c) hun bedrag;

d) hun bescherming;

e) de nadere regels omrent de koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijsen of aan enige andere standaard;

f) de nadere regels voor de uitbetaling.

Art. 4. Als grondregelingen in verband met rust-, overlevings-, invaliditeits- en vergoedingspensioenen worden beschouwd, de regels tot vaststelling van :

1^e de werkingsfeer;

2^e de categorieën rechthebbenden;

3^e de pensioengerechtigde leeftijd;

4^e de voorwaarden tot opening van het recht op pensioen;

5^e de berekeningswijze van het pensioenbedrag, met inbegrip van het in aanmerking te nemen inkomen, tantièmes en periodes;

6^e la protection des pensions;
 7^e les modalités de la liaison à l'indice des prix à la consommation ou à tout autre étalon;
 8^e les modalités de paiements;
 9^e les critères de mise à la pension pour cause d'inaptitude physique;
 10^e les relations avec les autres régimes de pension;
 11^e les montants minima et la péréquation des pensions;
 12^e les avantages complémentaires des pensionnés à charge de l'Etat;
 13^e la réglementation en matière de cumul de pensions avec d'autres revenus;
 14^e la sécurité sociale de personnes ayant effectué des services temporaires à la gendarmerie;
 15^e la sécurité sociale d'outre-mer;
 16^e le régime relatif aux accidents du travail, aux accidents sur le chemin du travail et aux maladies professionnelles;

Art. 5. Sont considérées comme réglementations de base ayant trait aux relations avec les organisations syndicales, les règles reprises dans la loi et ses arrêtés d'exécution.

Art. 6. Sont considérées comme réglementations de base ayant trait à l'organisation des services sociaux, les règles fixant :

- 1^e le fonctionnement et le mode de gestion;
- 2^e la détermination des bénéficiaires;
- 3^e le cadre général des missions et des activités des services sociaux.

Art. 7. Sont considérées comme réglementations de base en ce qui concerne la durée normale de travail, les règles se rapportant à :

- 1^e la détermination de la durée moyenne du travail journalier et hebdomadaire, en ce compris la manière de comptabiliser les prestations;
- 2^e la durée et le nombre des prestations effectuées les samedis, dimanches et jours fériés, et pendant la nuit, en ce compris leur mode de calcul.

CHAPITRE III. — *Disposition commune à la négociation et à la concertation*

Art. 8. Constituent des cas exceptionnels au sens des articles 2, § 1er, premier alinéa et 7, § 1er, premier alinéa de la loi :

1^e les cas de calamités naturelles au sens de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1978 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles;

2^e les cas d'accidents ou de fléaux calamiteux, tels que les incendies, les épidémies et les épizooties, au sens de l'article 135, § 2, 5^e de la nouvelle loi communale;

3^e les situations dans lesquelles des mesures urgentes doivent être prises pour faire face à une situation dans laquelle la sécurité du pays est gravement menacée ou dans laquelle l'ordre public est ou menace d'être gravement perturbé dans une grande partie du Royaume.

La décision de l'autorité compétente de se prévaloir d'un des cas énumérés au premier alinéa, doit être spécialement motivée.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives et finales*

Art. 9. Dans l'article 19 de l'arrêté royal du 13 janvier 1988 relatif au comité de négociation du personnel de la gendarmerie, il est inséré un § 1erbis, rédigé comme suit :

« § 1erbis. L'arrêté royal du 22 décembre 1992 relatif à la création d'une commission consultative du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie cesse d'être applicable aux matières visées à l'article 2, § 1er, de la loi ainsi qu'aux cas et matières exclus de la négociation et de la concertation en application de cet article ou des arrêtés pris en exécution de celui-ci. »

Art. 10. Les Ministres et Secrétaires d'Etat compétents pour les matières soumises à la négociation sont, chacun pour ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
 L. TOBBCACK

- 6^e de bescherming van de pensioenen;
- 7^e de nadere regels omtrent de koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijsen of aan enige andere standaard;
- 8^e de nadere regels voor de uitbetaling;
- 9^e de criteria voor oppensioenstelling wegens medische ongeschiktheid;
- 10^e de betrekkingen met de andere pensioenregelingen;
- 11^e de minimumbedragen en de perekwatie van de pensioenen;
- 12^e de aanvullende voordelen van de gepensioneerden ten laste van de Staat;
- 13^e de regeling inzake cumulatie van pensioenen met andere inkomens;
- 14^e de maatschappelijke zekerheid van personen die bij de rijkswacht tijdelijke diensten hebben volbracht;
- 15^e de overzeese maatschappelijke zekerheid;
- 16^e de regeling inzake arbeidsongevallen, ongevallen op de weg naar en van het werk en beroepsziekten.

Art. 5. Als grondregelingen in verband met de betrekkingen met de syndicale organisaties worden beschouwd, de regels opgenomen in de wet en de besluiten tot uitvoering ervan.

Art. 6. Als grondregelingen in verband met de organisatie van de sociale diensten worden beschouwd, de regels tot vaststelling van :

- 1^e de werking en de wijze van beheer;
- 2^e de vaststelling van de begunstigden;
- 3^e het algemeen kader van de opdrachten en activiteiten van de sociale diensten.

Art. 7. Als grondregelingen in verband met de normale arbeidsduur worden beschouwd, de regels tot vaststelling van :

- 1^e de bepaling van de gemiddelde dagelijkse en wekelijkse prestatietaiduur, met inbegrip van de aanrekeningswijze van de prestaties;
- 2^e de duur en het aantal prestaties op zaterdag-, zon- en feestdagen en tijdens de nacht, met inbegrip van de berekeningswijze ervan.

HOOFDSTUK III. — *Bepaling gemeen aan de onderhandeling en het overleg*

Art. 8. Uitzonderlijke gevallen in de zin van de artikelen 2, § 1, eerste lid en 7, § 1, eerste lid van de wet zijn :

1^e natuurrampen in de zin van artikel 2 van de wet van 12 juli 1978 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen;

2^e rampen en plagen, zoals brand, epidemieën en epizootieën in de zin van artikel 135, § 2, 5^e, van de nieuwe gemeentewet;

3^e de omstandigheden waarin dringende maatregelen dienen te worden getroffen om het hoofd te bieden aan een toestand waarbij 's lands veiligheid ernstig bedreigd wordt of waarbij de openbare orde in een omvangrijk deel van het Koninkrijk op een ernstige wijze wordt of dreigt te worden verstoord.

De beslissing van de bevoegde overheid om zich te beroepen op één van de in het eerste lid opgesomde gevallen, wordt met bijzondere redenen omkleed.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 9. In artikel 19 van het koninklijk besluit van 13 januari 1988 betreffende het onderhandelingscomité van het rijkswachtpersoneel wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. Het koninklijk besluit van 22 december 1992 betreffende de oprichting van een commissie van advies voor het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht houdt op van toepassing te zijn op de in artikel 2, § 1, van de wet bedoelde aangelegenheden, alsook op de gevallen en onderwerpen die bij toepassing van dat artikel of van de besluiten genomen in uitvoering ervan, van onderhandeling en overleg uitgesloten zijn. »

Art. 10. De Ministers en Staatssecretarissen tot wier bevoegdheid de aan onderhandelingen onderworpen aangelegenheden behoren, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken,
 L. TOBBCACK